

**CONCOURS EXTERNE
DE BIBLIOTHÉCAIRE TERRITORIAL**

SESSION 2023

ÉPREUVE DE NOTE

ÉPREUVE D'ADMISSIBILITÉ :

Rédaction d'une note de synthèse, établie à partir d'un dossier portant au choix du candidat exprimé au moment de l'inscription :

- soit sur les lettres et les sciences humaines ;
- soit sur les sciences exactes et naturelles et les techniques ;
- soit sur les sciences juridiques, politiques et économiques.

Durée : 4 heures

Coefficient : 2

SCIENCES JURIDIQUES, POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

À LIRE ATTENTIVEMENT AVANT DE TRAITER LE SUJET :

- ♦ Vous ne devez faire apparaître aucun signe distinctif dans votre copie, ni votre nom ou un nom fictif, ni initiales, ni votre numéro de convocation, ni le nom de votre collectivité employeur, de la commune où vous résidez ou du lieu de la salle d'examen où vous composez, ni nom de collectivité fictif non indiqué dans le sujet, ni signature ou paraphe.
- ♦ Sauf consignes particulières figurant dans le sujet, vous devez impérativement utiliser une seule et même couleur non effaçable pour écrire et/ou souligner. Seule l'encre noire ou l'encre bleue est autorisée. L'utilisation de plus d'une couleur, d'une couleur non autorisée, d'un surligneur pourra être considérée comme un signe distinctif.
- ♦ Le non-respect des règles ci-dessus peut entraîner l'annulation de la copie par le jury.
- ♦ Les feuilles de brouillon ne seront en aucun cas prises en compte.

Ce sujet comprend 30 pages.

**Il appartient au candidat de vérifier que le document comprend
le nombre de pages indiqué.**

S'il est incomplet, en avertir le surveillant

Vous êtes bibliothécaire territorial au sein des services de la commune de Cultureville.

La directrice de la médiathèque vous demande de rédiger à son attention, exclusivement à l'aide des documents joints, une note sur les impacts négatifs du tourisme.

Liste des documents :

- Document 1 :** « Tourisme durable : à quoi ressembleront les vacances de demain ? » - Camille MOREAU - *geo.fr* - 8 avril 2021 - 1 page
- Document 2 :** « Le tourisme, une industrie qui tue ce dont elle vit » - *humanite.fr* - 29 décembre 2018 - 2 pages
- Document 3 :** « Tourisme et environnement : l'important n'est pas la destination » - *ideas4development.org* - 4 juin 2021 - 2 pages
- Document 4 :** « Avion : Un quota de vols pour toute la vie... Une idée pas si folle, dites-vous ? » - *20minutes.fr* - Fabrice POULIQUEN - 14 décembre 2022 - 2 pages
- Document 5 :** « Le tourisme serait l'un des vecteurs principaux du réchauffement climatique » - Juliette HEUZEBROC - *nationalgeographic.fr* - 14 mai 2018 - 1 page
- Document 6 :** « 5 impacts négatifs du tourisme que vous devriez connaître » - *nowasteplace.com* - 14 juillet 2021 - 3 pages
- Document 7 :** « Le surtourisme : quel impact sur les villes et sur l'environnement ? » - *vie-publique.fr* - 31 mai 2019 - 4 pages
- Document 8 :** « L'ailleurs change d'ère » - Elvire VON BARDELEBEN - *liberation.fr* - 13 août 2015 - 2 pages
- Document 9 :** « Du tourisme de masse au tourisme durable ? » (Extraits) - Claire WEISHAR - *Confins* – 12 novembre 2021 - 7 pages
- Document 10 :** « La question n'est plus de quantifier le tourisme international, mais de qualifier les vacances de proximité » - Saskia COUSIN - *lemonde.fr* - 1^{er} juillet 2022 - 2 pages
- Document 11 :** « Réservation Sugiton » - *calanques-parcnational.fr* - consulté le 16 février 2023 - 2 pages

Documents reproduits avec l'autorisation du C.F.C.

Certains documents peuvent comporter des renvois à des notes ou à des documents non fournis car non indispensables à la compréhension du sujet.

Tourisme durable : à quoi ressembleront les vacances de demain ?

A l'occasion des *Rencontres du Tourisme Durable*, plusieurs acteurs du secteur ont tracé les grandes lignes de ce à quoi ressembleront les vacances du futur.

CAMILLE MOREAU - Publié le 08/04/2021 – geo.fr

Les chiffres dévoilés le 8 avril 2021 dans le cadre des Rencontres du Tourisme Durable - organisé par le Groupe ADP et l'Alliance France Tourisme en partenariat avec le Cercle de Giverny - témoignent de l'envie des consommateurs de s'inscrire dans un tourisme responsable.

L'enquête, menée par l'institut de sondage Ifop, révèle notamment que, dans le cadre d'un prochain voyage, 61% des Français se disent prêts à payer plus cher des produits locaux et 44% sont prêts à payer leur séjour plus cher dans sa globalité pour voyager de manière respectueuse de l'environnement. Enfin, concernant l'hébergement et le moyen de transport, 40% sont disposés à déboursier une somme plus importante pour une alternative durable.

"Le développement durable est une nécessité"

Pour Nathalie Bel Baussant, directrice des programmes de tourisme durable de Teragir, ces données n'ont rien d'étonnant :

La transformation écologique et sociale du secteur du tourisme n'est pas une alternative. Le développement durable est une nécessité.

Une transition essentielle pour répondre aux attentes des consommateurs, mais pas que, comme le souligne Marie-Claire Daveu, directrice du développement durable et des relations institutionnelles internationales de Kering :

Il y a effectivement un enjeu financier, mais aussi éthique. Les entreprises du secteur s'engagent parce qu'elles sont convaincues d'avoir un rôle citoyen à jouer. Tout le monde a envie de protéger la planète.

Une prise de conscience qui semble s'être accentuée durant la crise sanitaire. En effet, 61% des Français se sentent davantage préoccupés par la préservation de la nature et de l'environnement depuis la pandémie. *"Ce genre de période amène une accélération des transitions, décrypte Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État chargé du Tourisme. Ce développement durable va devenir une composante essentielle de la croissance du secteur. Les Français sont aujourd'hui en quête d'un éco-tourisme accessible financièrement. A nous de le trouver!"*

Qu'est-ce que le tourisme durable pour les Français ?

Toujours selon le sondage mené par l'Ifop pour les Rencontres du Tourisme Durable, voyager de manière responsable et durable s'inscrit dans le respect du mode de vie des habitants locaux pour 68% des interrogés et la consommation des produits locaux (55%). Les Français se disent également disposés à choisir un vol ou une destination de voyage en fonction du taux d'émissions de carbone des avions (55%).

La transformation écologique doit aussi venir des plateformes de voyages en ligne selon les personnes sondées. En effet, 85% regrettent de ne pas avoir accès à des sélections spécifiques de séjours respectueux de l'environnement et responsables.

L'instauration d'un quota ou d'une restriction de visites de certains lieux emblématiques victimes du tourisme de masse dans le but de préserver l'environnement est une bonne chose pour l'immense majorité des interrogés (88%). Une action déjà mise en place dans certaines villes comme à Venise où les paquebots de croisière sont désormais interdits dans le centre historique depuis mars 2021.

Pour Christian Mantéi, président d'Atout France :

C'est aussi le rôle des acteurs du secteur de déconseiller aux visiteurs de se rendre dans des zones dénaturées par l'afflux de touristes. On peut proposer des visites sur d'autres créneaux ou des découvertes en dehors des sentiers battus. Des séjours plus longs et davantage de lien avec la culture locale

Malgré les idées reçues, vacances écolos ne riment pas nécessairement avec absence de confort, même si *"la notion de confort a évolué ces dernières années"*, rappelle Sven Boinet, président honoraire de l'Alliance France Tourisme. Pour Nathalie Bel Baussant, *"il ne faut pas oublier le confort qui ne se voit pas, comme l'utilisation de produits de nettoyage qui ne sont pas nocifs pour le client et le personnel par exemple"*.

Le programme des vacances tend lui aussi à évoluer pour laisser la place à une quête d'expérience et de bien-être qui passera certainement par *"des séjours plus longs et davantage de réflexion sur les raisons qui nous poussent à découvrir un pays, une ville ou une région"*, détaille Sven Boinet.

Un slow-tourisme qui permet de prendre le temps *"de découvrir des cultures sans forcément partir très loin de chez soi"*, souligne à son tour Nathalie Bel Baussant. Une vision partagée par Augustin de Romanet, président-directeur général du Groupe ADP qui observe que les touristes sont *"davantage en quête d'authenticité et de lien avec les cultures locales"*.

Un accompagnement humain et financier de la part des institutions publiques semble indispensable pour permettre aux acteurs du secteur du tourisme de répondre aux attentes et exigences des voyageurs. *"Mais c'est une pression positive, conclut Christian Mantéi. Cette demande des consommateurs est une alliée pour nous encourager à produire différemment."*

Le tourisme, une industrie qui tue ce dont elle vit

Que fait le tourisme aux territoires qu'il investit ? Du mal ! Le touriste ne cherche plus la diversité, mais le divertissement. Dans « Manuel de l'anti-tourisme », le sociologue Rodolphe Christin montre comment cette industrie mondiale met en productivité la planète entière.

Publié le samedi 29 Décembre 2018 – humanite.fr

Touristes partout ? Le 4^e arrondissement de Paris perd des habitants, mais gagne des touristes ! À Barcelone, sur les Ramblas, des affiches les appellent « à rentrer chez eux ». À Lisbonne, les autochtones se rebiffent contre le tourisme de masse qui les chasse du centre-ville. Partout, le secteur transforme « la vie quotidienne des habitants en cirque », comme l'écrit le sociologue et voyageur Rodolphe Christin dans « Manuel de l'anti-tourisme ». Le chercheur indépendant poursuit sa critique de cette industrie, la première de la planète, qui a bénéficié pendant longtemps de l'assentiment général, une évidence. La « face heureuse » de la mondialisation qui devait permettre « paix et développement » se fracasse contre un tourisme qui uniformise la planète.

Que reprochez-vous au tourisme ?

Aujourd'hui, il tue ce dont il vit. L'industrie touristique modélise le monde pour qu'il réponde aux besoins des touristes. Mais à force, elle contribue à l'uniformiser et à détruire sa diversité. Et souvent au nom du divertissement !

Comment organise-t-elle le monde ?

Elle le quadrille par des itinéraires, des infrastructures de plus en plus standardisés. Elle le met au « bon format », le met en scène pour le plaisir du consommateur-spectateur. Les lieux touristiques organisés tendent à chasser « l'autochtone ». Les prix de l'immobilier y explosent, les pratiques touristiques de fêtes, d'ivresse et de dégradations empêchent les locaux d'y vivre normalement, sans compter les embouteillages, les déchets et la pression sur les ressources. Dans ce contexte, où est passée l'envie de découvrir l'autre ? Comme si l'habitant du lieu devenait un intrus. Pour réintégrer l'économie touristique, il doit devenir un prestataire au service du touriste, et non plus un sujet à part entière.

Quand a commencé cette déraison touristique ?

Il s'agit d'un long processus. Au départ, le tourisme, c'est quoi ? Au XVIII^e siècle, une pratique élitiste réservée à l'aristocratie. La bourgeoisie s'en empare, la pratique se diffuse et finit par faire rêver l'ensemble de la population. En France, en 1936, la création des congés payés fait du tourisme un vecteur d'éducation populaire. La demande se développe, progressivement ; le tourisme, d'abord promu par des associations et syndicats, devient un marché lucratif auquel les opérateurs privés vont s'intéresser. Jusqu'à devenir une véritable industrie. Comme toutes les industries, elle a en ligne de mire le profit. Selon l'Organisation mondiale du tourisme, la croissance du secteur n'est pas près de s'arrêter. En 1950, il y avait 25 millions de touristes, 279 millions en 1980 et un milliard en 2015, pour un chiffre d'affaires de 1 260 milliards de dollars.

Et pourtant, c'est encore une minorité qui part...

Oui, une faible proportion de personnes dans le monde dispose de suffisamment de ressources économiques pour jouir du monde sans entraves. Les populations du Nord partent le plus et, parmi les plus dépensières, on retrouve l'Allemagne, les États-Unis, l'Angleterre, le Japon... Les pays les plus visités se retrouvent aussi au Nord, ce sont donc eux qui en tirent le plus de profits.

Le tourisme est-il une promesse du capitalisme ?

C'en est un pur produit. Tous les secteurs y convergent : hôtellerie, restauration, bâtiment, travaux publics... Pendant longtemps, l'industrie touristique a bénéficié d'une sorte de consensus, y compris dans les milieux militants ou alternatifs. On pouvait critiquer toutes les industries de la planète, sauf celle-ci. On la parait de toutes les vertus : le développement, la fin de la pauvreté, la compréhension entre les cultures différentes. Elle est devenue un élément à part entière de cette mythologie qui fait de la production la clé du bonheur des nations. On se rend bien compte aujourd'hui qu'il n'en est rien.

Vous pensez donc qu'on se trompe en promouvant les départs en vacances comme vecteur d'éducation populaire ?

Partir est devenu une norme qui contribuerait au bien-être individuel. C'est un fait social total qu'on ne remet pas en cause, comme disait le sociologue Marcel Mauss. La norme n'est plus interrogée, c'est un point aveugle de la critique sociale. Mais renversons la perspective : si quitter son quotidien s'est imposé, n'est-ce pas parce qu'il est devenu invivable pour beaucoup ? Et alors comment le rend-on plus vivable ? Là, est la véritable question. Ce rapport à « l'ailleurs » doit nous ramener à une réflexion sur « l'ici ». La vraie vie n'est pas là-bas, elle est ici !

Mais il est encore perçu comme la « face heureuse » de la mondialisation.

Oui, pour les touristes, c'est-à-dire pour ceux qui ont les moyens de partir ! Partir en vacances est une expérience connotée positivement. Cette injonction à la mobilité opère pour le touriste, qui voyage pour le

plaisir, comme pour le professionnel, ce cadre qui va de multinationale en multinationale. L'autre versant, moins heureux, de la mondialisation, c'est le migrant. N'est-il pas le dernier voyageur ? Quand l'écrivain Jack London part chercher de l'or en Alaska (en 1897 – NDLR), il veut améliorer son quotidien. Il est davantage dans une logique migratoire que touristique. Un vrai héros de l'aventure !

Vous différenciez tourisme et voyage. Pourquoi ?

L'homme a toujours voyagé. Et pas forcément pour le plaisir. Se déplacer dans l'espace, parmi des cultures différentes, engendre une expérience significative. Il y a toujours dans le voyage ce caractère initiatique qui me semble intéressant à cultiver.

Il demeure une forme d'échappatoire, d'évasion. Il nous sort d'une routine, tout en permettant une vision plus transgressive de la connaissance, la découverte d'autres choses, d'autres réalités. Mais cette dimension devient de plus en plus compliquée. La consommation de la planète a pris le pas sur son exploration.

Pourtant, les récits de voyage, eux, sont omniprésents : livres, blogs...

Oui, ça finit même par être assez commun. Des voyageurs ont pu produire des livres magnifiques. Un Nicolas Bouvier (photographe et écrivain suisse mort en 1998 – NDLR) a voué sa vie au voyage. Il révèle dans ses ouvrages un mode de vie, de pensée. Aujourd'hui, chacun produit son récit, c'est un business comme un autre. Le voyage se met en scène. Chez ces « nouveaux aventuriers », il y a comme une surenchère. Celui qui ira le plus loin en utilisant les modes de locomotion les plus extravagants. En parapente dans l'Himalaya, ou bien en train de « faire » l'Équateur sur un fil, ou le pôle Nord à genoux...

Justement, cette expression « faire un pays », que dit-elle ?

C'est révélateur d'une forme de consommation du monde. Une boulimie géographique de la planète où on revendique : « Là, j'y suis allé ; là, aussi. »

Dans les guides de voyage, le mot « authentique » revient à toutes les pages. Au final, tout le monde finit par le rechercher ?

Il y a là une contradiction majeure : plus on est nombreux à rechercher le « typique », plus on contribue à transformer les réalités locales. Qu'est-ce que l'authenticité ? Est-ce voir un Indien d'Amazonie en pagne dans la jungle comme s'il n'avait jamais rencontré un Occidental ? Ou, au contraire, est-ce un Indien d'Amazonie en jean en périphérie d'une ville d'Amérique du Sud ? On ne peut pas enfermer les gens dans un cliché exotique en les empêchant de changer culturellement au risque de contredire l'image que le touriste se fait de lui.

Les réseaux sociaux participent à ce mouvement. Quiconque trouve un bon « spot » en publie les photos dans la seconde qui suit. Il y a une surenchère dans cette recherche. On a vite fait de rendre un lieu extraordinaire assez commun.

En quoi la facilité du déplacement a-t-elle contribué à cela ?

Avant l'invention du moteur, le déplacement était une épreuve psychologique – on s'isolait des siens -, mais aussi physique. En calèche, en bateau à voiles, le trajet prenait des journées, voire des mois. On s'exposait aux intempéries, on ne savait pas ce qui allait arriver. Il y avait une vulnérabilité. L'aventure était inhérente au déplacement. Étymologiquement, l'aventure vient de *advenere*, c'est-à-dire s'exposer à ce qui advient. Aujourd'hui, on peut partir à l'autre bout du monde, tout en restant connecté à ses amis.

Il devient de plus en plus difficile de sortir de ses repères. Le touriste le veut-il encore ? Un fait représentatif de la manière de découvrir le monde aujourd'hui : on se prend en photo, on se filme... et on tourne le dos au monde pour se regarder dans le miroir de son téléphone. Exit la dimension « sortir de soi et de sa culture ». C'est l'inverse qui se produit, on se projette soi-même, sur tous les lieux de la planète.

C'est le low cost, notamment dans l'aérien, qui permet de partir aussi souvent ?

Partir un week-end n'importe où tant que ce n'est pas cher est discutable. Les dernières tendances du tourisme reposent sur des destinations lointaines, avec des séjours de plus en plus courts, mais plus fréquents. Si l'avion est moins cher, c'est aussi parce que le kérosène n'est pas taxé ! Or, le tourisme contribue à hauteur de 8 % des émissions de gaz à effet de serre.

Peut-on échapper à l'industrie touristique ?

C'est très compliqué. Certains parlent de rendre le tourisme durable. Il ne représente qu'un très faible pourcentage dans l'industrie touristique. Si tous les flux de touristes devaient s'y convertir, il n'aurait plus rien de durable. Finalement, ce ne sont pas des alternatives, mais des segments commerciaux qui s'ajoutent au tourisme existant.

Vous insistez sur le fait de critiquer le tourisme, pas les touristes. Pourquoi cette distinction ?

Depuis quelques années, les populations se rebellent ! Une fronde anti-tourisme est en train de se lever. Il y a un danger que l'anti-tourisme se transforme en anti-touristes. Et que cette fronde ne devienne une forme de xénophobie. Le cœur du problème n'est pas le touriste, mais le système touristique local et mondial qui s'est mis en place. Car, finalement, nous sommes tous des touristes dès lors qu'on voyage pour le plaisir.

Tourisme et environnement : l'important n'est pas la destination

Avec la journée mondiale de l'environnement ce samedi et la fin progressive des restrictions de déplacements liées au Covid-19, la question de l'impact du tourisme sur l'environnement se pose à nouveau. Peut-être même plus qu'avant. Pourra-t-on assouvir nos envies d'ailleurs en ayant la conscience tranquille dans le « monde d'après » ?

Le 04 juin 2021, mis à jour le 20 juin 2021 - ideas4development.org



Des touristes portant un masque chirurgical se promènent près de la fontaine de Trevi au centre-ville de Rome le 19 août 2020. (Photo de Vincenzo PINTO / AFP)

La pandémie dont l'impact sur l'industrie du tourisme a été brutal offre l'occasion de repenser nos modèles, entre autres de déplacements, pour bâtir ce fameux « monde d'après ». En théorie. Encore faut-il mettre en place de nouvelles solutions, qui puissent pallier le choc économique qu'a été l'arrêt complet durant des mois du tourisme international, notamment pour les pays du Sud souvent dépendants de cette industrie.

La pandémie de Covid-19, un coup d'arrêt pour l'industrie du tourisme

D'après l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), l'ensemble du secteur est entré dans une phase de récession pendant la pandémie de Covid-19. En cause, les confinements divers et fermetures de frontières successives instaurés dans de multiples pays. En 2020, le secteur du tourisme et du voyage représentait 272 millions d'emplois dans le monde, contribuant à 10 % du produit intérieur brut (PIB) global. Son arrêt soudain est problématique pour la plupart des économies, mais davantage encore pour celles des pays en développement. Pour ceux-là, le tourisme est une locomotive économique et son ralentissement a des retombées immédiates sur l'aménagement du territoire, les transports, l'agriculture, l'artisanat et le BTP.

Lui qui représentait par exemple la seconde industrie la plus florissante en Afrique, avec une croissance attendue de 55 % entre 2017 et 2027, s'est arrêté net. Or, une partie des fruits de cette croissance devaient bénéficier, directement ou indirectement, à la préservation de l'environnement. Ont été impactées la gestion des parcs, les conservations communautaires et, plus globalement, l'emploi de quelques 23 millions d'Africains, dont la plupart vivent dans des zones rurales riches en biodiversité. Avec la perte de ces revenus et l'augmentation des pressions alimentaires et socioéconomiques, les populations ont été davantage tentées de recourir à des pratiques peu durables comme le braconnage ou le prélèvement illégal de bois.

Au Maroc, certains établissements ont vu leur fréquentation chuter de 70 %, en quelques mois... Une baisse d'activité qui a mis en cause l'existence même de bon nombre de commerces. Craignant de ne pouvoir faire face, certains pays comme le Mexique ont été tentés de privilégier l'aspect économique aux préoccupations sanitaires : ils ont laissé leurs frontières ouvertes et instauré des mesures sanitaires aussi souples que possible, sans

confinements, sans amendes ni tests Covid pour les touristes. Une politique dont les résultats au niveau des infections et de la mortalité sont aujourd'hui très critiqués.

Pour se relancer, ce secteur si crucial se met aujourd'hui en ordre de marche et compte notamment sur les campagnes de vaccination. À Madrid, la foire internationale du tourisme accueillait, fin mai, près de 5 000 entreprises de 55 pays, 50 000 professionnels et 37 représentations internationales. Son slogan : « *Tourism is back* ».

Le tourisme et l'environnement : faut-il relancer la machine comme avant ?

Seulement voilà, si les raisons de se réjouir de la reprise sont nombreuses, celles de la craindre le sont tout autant. À l'heure où la communauté internationale tente d'éviter un réchauffement qui dépasse le seuil des 1,5°C, relancer une machine qui générera 5 à 6,5 milliards de tonnes de CO2 par an à l'horizon 2025, apparaît quelque peu pyromane.

Pour reprendre l'expression du sociologue Rodolphe Christin, le tourisme tel que pratiqué ces dernières décennies est un « parasite mondophage ». D'autant que, ami un peu traître, il serait un frein à la diversification des activités des pays de destination comme ceux du bassin méditerranéen, cacherait des problèmes de fond, tout en les menant dans l'impasse. Ainsi, tout imprévu – une pandémie par exemple – peut accentuer drastiquement les inégalités entre pays, notamment entre Nord et Sud. Certes, le tourisme va bel et bien reprendre, mais quel tourisme faut-il souhaiter et comment en limiter les externalités négatives ?

Le tourisme durable : les nouvelles façons de voyager

Existe-t-il des moyens plus durables de voyager ? Outre le passeport vaccinal, qu'aura changé la crise à l'industrie du tourisme ? Est-ce qu'elle peut nous offrir l'opportunité de repenser ce secteur et nos pratiques ?

Tourisme raisonné, sobre, responsable, durable, éco-tourisme... les idées ne manquent pas pour établir de nouvelles normes. Celle, générale, pourrait se résumer ainsi : partir moins et moins loin, mais pour des séjours plus longs, et découvrir ainsi des mondes tout aussi riches et inconnus qu'à l'autre bout du monde. Le tourisme vert exige que l'on préserve mieux la nature en contournant les lieux surfréquentés, en privilégiant les transports doux et les hébergements écoresponsables, en évitant de perturber les habitats naturels, le gaspillage et l'usage de bouteilles en plastique. L'objectif est de respecter les sites visités autant que ceux qui y vivent, et de concentrer ses dépenses sur des produits fabriqués sur place.

Tandis que les vacances existeront toujours et qu'il redeviendra naturel de chercher des endroits merveilleux où les passer, une chose est sûre : le tourisme de masse ne pourra pas perdurer sans coûter très cher à l'environnement et au développement. Il devra se réinventer pour ne pas mourir ou faire mourir. Pour cela, il peut compter sur une société civile de plus en plus consciente des impacts d'un secteur qui rime avec plaisir, curiosité, détente et tant d'autres composantes de l'existence qui lui confèrent sa raison et son sel.

Avion : Un quota de vols pour toute la vie... Une idée pas si folle, dites-vous ?

Aurons-nous un jour un quota de vols en avion à utiliser pour toute la vie ? Jean-Marc Jancovici, membre du Haut Conseil pour le climat, a récemment évoqué à plusieurs reprises ce scénario. Et « 20 Minutes » a voulu avoir l'avis de ses lecteurs

Fabrice Pouliquen - 20minutes.fr - Publié le 14/12/22

- Jean-Marc Jancovici, président du think-tank The Shift Project, a récemment lancé le débat, se disant favorable à un système où l'on n'aurait tous, riche ou pauvre, le droit qu'à un nombre limité de vols dans son existence.
- Dans le lot, il y a ceux qui balaient la proposition en la qualifiant de « stupide ». Mais une large majorité se disent favorables à l'instauration d'un système de quotas. Beaucoup le disent même « inéluctable ».

Quatre vols en avion, en tout pour tout, dans sa vie, dont deux dans sa jeunesse. « J'ai dit quatre, ça peut être deux, ça peut être cinq, je n'ai pas fait les calculs », précise, au micro de France Inter, Jean-Marc Jancovici. C'était le 24 novembre. La journaliste Léa Salamé questionnait alors le membre du Haut Conseil pour le climat et cofondateur du think-tank The Shift Project et du cabinet de conseil Carbone 4, spécialisés sur les enjeux de transition énergétique, sur un passage d'une interview qu'il avait donné au Parisien un mois plus tôt.

Jean-Marc Jancovici se disait alors « assez favorable à un système communiste : riche ou pauvre, vous auriez droit à trois ou quatre vols dans votre vie, dont deux dans votre jeunesse ». Léa Salamé n'est pas la seule à écarquiller les yeux. 20 Minutes a donc sondé ses lecteurs et lectrices sur ce qu'ils pensent d'un tel quota.

« Retour au Néandertal » ou perspective inéluctable

Signe que le sujet ne laisse pas indifférent, nous avons reçu près de 200 réponses. Dans le lot, un certain nombre rejette sèchement cette perspective, perçue comme une atteinte à la liberté fondamentale de se déplacer. Vincent craint ainsi un retour « au début du XIXe siècle ». « Au Néandertal », surenchérit Erick. « Marre de ces écolos qui veulent punir les Français, pourtant parmi les plus sobres en CO2 parmi les pays développés », tranche alors Hervé, pas le seul à réagir ainsi, souvent d'ailleurs en des termes moins fleuris.

Pour autant, les antiquotas restent largement minoritaires. « Je ne comprends même pas que la question se pose, évidemment qu'il est urgent de prendre cette mesure », répond Romain. Même Nathalie, qui a son frère à Madrid, ou Ludovic, résident au Japon, se disent favorables au quota. Ou du moins s'y résignent. « Hélas, on n'a plus le choix », glisse le second. « Inéluctable » revient dans de très nombreuses contributions (45 !). Certains assurent même ne pas avoir attendu pour limiter drastiquement leur recours à l'avion.

Le déclin du pétrole

Inéluctable, vraiment ? Jean-Marc Jancovici lie ce besoin au déclin à venir de la production mondiale de pétrole, annoncé notamment par le Shift Project. Or, « l'avion, c'est aujourd'hui 8 % du pétrole au niveau mondial », rappelle-t-il. En clair : moins de pétrole signifierait moins d'avions, et donc la nécessité d'en partager l'accès. Pierre Leflaive, responsable transport du Réseau action climat (RAC), ajoute un deuxième impératif dans l'équation : la lutte contre le changement climatique, auquel le secteur aérien doit aussi contribuer en réduisant ses émissions de gaz à effet de serre.

« Il y a un consensus pour dire qu'il n'y arrivera pas sans une réduction de son trafic, glisse-t-il. Même Augustin de Romanet, le PDG du groupe Aéroports de Paris, évoque désormais une période de vingt à trente ans pendant laquelle les voyageurs devront faire preuve de sobriété, le temps que les technologies promises pour arriver à "l'avion vert" soient matures. On peut douter de ce pari. Dans tous les cas, on a tout à gagner en réduisant le recours à l'avion. »

Une régulation par les quotas, plus juste que par les prix ?

« Pour ce faire, il n'y a guère que deux options, résume Grégoire Carpentier, cofondateur du collectif Supaéro décarbo, qui travaille à la décarbonation du secteur. Soit on joue sur le signal prix, en augmentant le tarif des billets, soit sur les volumes, ce qui peut passer par l'instauration de quotas. » La première option « conduira à des révoltes sociales », anticipe Vianney. C'est une crainte qui revient souvent dans les contributions reçues : que la régulation par les prix réserve un peu plus l'usage de l'avion aux plus riches. « En 2018, 1 % de la population mondiale causait la moitié des émissions de CO2 », rappelle Florence, qui tire cette statistique de l'étude publiée dans la revue Global Environmental Change en 2020.

Dès lors, l'instauration de quotas est la solution la plus juste, pointent Julien, Vianney, Jean-David et d'autres parmi nos internautes. Plusieurs commencent même à imaginer les contours d'un tel système. Alain-Pierre et Agnès invitent déjà à traiter différemment les vols selon leurs motifs : touristiques, professionnels, familiaux, en demandant plus de souplesse pour les deux derniers. D'autres insistent sur la nécessité d'interdire tout échange « de droits à voler », entre ceux qui ne les utilisent pas et ceux

qui veulent dépasser leurs quotas, vu comme contre-productif. « Plutôt qu'un nombre de vols, il faudrait fixer un budget kilomètres », estime Nicolas.

Ne pas se limiter à l'avion ?

Et pourquoi se restreindre à l'avion ? « Je serai favorable à un quota "économie d'énergie" par personne, en prenant en compte l'avion, mais aussi la voiture, le train..., lance Marie. Car j'utilise peut-être plus l'avion que mon voisin, mais je n'ai pas de voiture et me déplace le plus souvent en train. » Fabien lance une idée similaire avec « une carte bilan carbone », avec un quota d'émissions à ne pas dépasser et que chacun pourrait gérer à sa façon. Une prise de hauteur à laquelle appelle Grégoire Carpentier. « Que ce soit pour le climat ou des tensions attendues sur les marchés de l'énergie, on va devoir se poser de plus en plus la question de comment on partage ce gâteau énergétique, insiste-t-il. Quelle part on accorde au transport aérien, quelle autre aux transports de marchandises, quelle autre aux déplacements du quotidien... ? »

C'est tout l'intérêt alors de la proposition de Jean-Marc Jancovici, voit Pierre Leflaive. « Elle illustre bien la contrainte vers laquelle nous nous dirigeons si nous nous obstinons à défendre une augmentation du trafic aérien au rythme actuel », glisse-t-il. Grégoire Carpentier observe tout de même de premiers frémissements, au-delà du changement de discours d'Augustin de Romanet. « C'est, en France, la fin des premières lignes intérieures là où il existe une alternative en train de moins de 2h30, ou, aux Pays-Bas, la décision de plafonner le trafic aérien à l'aéroport Amsterdam-Schiphol », évoque-t-il.

« Plus on attend... »

« C'est encore bien trop timide », juge pour sa part Pierre Leflaive, qui note par exemple que de nombreux projets d'extensions d'aéroports sont encore dans les cartons. « A Lille, Nice, Marseille », liste-t-il. Le responsable « transport » du RAC rappelle également que la proposition initiale de la convention citoyenne pour le climat était de supprimer les lignes intérieures que le train assure en moins de 4 heures. « Avant d'en arriver à des quotas, on pourrait déjà instaurer une taxe progressive qui ferait que plus on prend l'avion, plus on le paierait cher », propose-t-il. « Mieux vaut des efforts consentis que des efforts subis », conclue Laurent, un de nos lecteurs.

Des quotas de vol qui pousseraient à repenser notre rapport aux voyages ?

Si une majorité des internautes qui nous ont répondu se disent favorables à l'instauration de quotas de vols en avion, peu éludent les bouleversements sociétaux qu'aurait l'instauration d'un tel système. Sur le tourisme en particulier. « Toute notre représentation de ce qu'est le voyage, de ce qu'impliquent les distances physiques, devra être modifiée, juge Christophe, pour autant favorable aux quotas. Le monde qui jusque-là, dans les termes des publicités des voyagistes, semblait "s'offrir à nous", va désormais se retirer au loin. » « Que faites-vous alors du besoin de rêver l'Autre qui anime ces millions de têtes voyageuses ?, poursuit-il, A mon avis, il faudra le canaliser, le rediriger vers de nouvelles destinations, peut-être plus proches, pour ménager ce besoin de départ. »

Autre piste, avancée par Hervé, pour ceux qui tiennent à découvrir le monde : partir beaucoup moins souvent, mais plus longtemps : « Mieux vaut un voyage de trois mois tous les cinq ans que dix voyages de quinze jours pendant la même période », assure-t-il. « Il faut redonner du sens au voyage, arrêter le tourisme de masse, abonde Julien. Mais ça ne peut se faire que si, en parallèle, on améliore le réseau de trains et si on offre la possibilité de prendre des congés longs pour faire un très grand voyage tous les 10 ans sur plusieurs mois. »

Le tourisme serait l'un des vecteurs principaux du réchauffement climatique

nationalgeographic.fr - 14 mai 2018

Une étude vient de révéler que le tourisme serait responsable de 8 % des émissions de gaz à effet de serre dans le monde.

DE JULIETTE HEUZEBROC



Des touristes prennent en photo le coucher du soleil sur la plage d'Ipanema à Rio de Janeiro, au Brésil.

PHOTOGRAPHIE DE JON HICKS, GETTY IMAGES

Publiée dans la revue scientifique *Nature climate change*, une étude vient de révéler que le tourisme mondial serait à l'origine de 8 % des émissions de gaz à effet de serre. Menées par des chercheurs des universités de Sidney, du Queensland et de Cheng Kung, les recherches révèlent que les vecteurs de pollution liés au tourisme sont nombreux : on y retrouve aussi bien les transports que l'alimentation, l'hébergement ou les achats voyageurs. Jusque-là, les études portant sur l'impact environnemental du tourisme n'avaient jamais pris en compte la consommation de biens et services dans leurs mesures.

Cette étude avait donc pour objectif de rendre compte de l'empreinte carbone de l'activité touristique. Les scientifiques ont donc analysé les données de flux touristiques sur 160 pays entre 2009 et 2013. Les résultats sont éloquentes : les émissions sont trois fois supérieures aux prévisions et précédentes évaluations, et surtout on en observe une forte croissance. En 2009, le tourisme représentait une émission de 3,9 milliards de tonnes de CO₂ tandis qu'en 2013, ce chiffre avait déjà grimpé à 4,5 milliards de tonnes. Lorsque l'on sait que le tourisme mondial a augmenté de 7 % uniquement sur l'année 2017, on ne peut que redouter les chiffres actuels. Il faut cependant préciser que dans ce compte-rendu, les déplacements professionnels n'ont pas été dissociés du tourisme vacancier.

D'après les experts, les principaux pôles de pollution seraient les trajets et séjours intérieurs. Les États-Unis arrivent en tête de liste et représentent à eux-seuls un quart de cette pollution. Ils sont suivis de la Chine puis, entre autres, de l'Allemagne, l'Inde ou encore le Mexique. Les états insulaires sont également fortement mis en cause car les Maldives, les Seychelles ou Chypre restent des destinations très populaires. Dans ces pays, 30 à 80 % des émissions de CO₂ sont générées par le tourisme.

Différentes projections prévoient qu'à l'horizon 2025, si la croissance se poursuit, le tourisme générera 5 à 6,5 milliards de tonnes de CO₂ par an. Afin d'enrayer cette augmentation, les scientifiques proposent la mise en place d'une taxation carbone des déplacements touristiques.

5 impacts négatifs du tourisme que vous devriez connaître

14/07/2021 - nowasteplace.com

En 1950, le tourisme c'était 25 millions de touristes internationaux, en 1970, le nombre était de 166 millions, et en 1990, il était passé à 435 millions. De 1990 à 2018, les chiffres ont plus que triplé pour atteindre 1,442 milliard. D'ici 2030, on prévoit 1,8 milliard d'arrivées de touristes.

Voyager est une expérience magnifique (*surtout ces derniers temps*). Il nous permet de découvrir le monde, de vivre de nouvelles aventures et de goûter à différents types de nourriture. Mais, malheureusement, si les gens ne voyagent pas de **manière durable**, le tourisme peut avoir de nombreux **effets négatifs** sur une région donnée.

Le tourisme a le pouvoir de soulager les communautés de la pauvreté, mais en même temps, il peut **détruire leur identité**. Les choix des touristes peuvent contribuer à préserver la nature et la vie sauvage, et au contraire, ils peuvent plonger les animaux dans **la détresse et l'extinction**.

Les impacts négatifs du tourisme

Avant d'apprendre à voyager de manière durable, nous devons **comprendre** quels dommages exactement nous pouvons causer lorsque nous partons en vacances.

1. Pression sur les ressources

C'est l'un des effets négatifs inéluctables du tourisme. Lorsque vous séjournez dans un endroit, vous utilisez naturellement **les ressources locales**. Vous utilisez l'eau et l'électricité, vous prenez une voiture pour vous déplacer, vous mangez des aliments locaux et achetez des produits. Par conséquent, si trop de personnes séjournent au même endroit, **les ressources locales s'épuisent au fil du temps**.

La première à disparaître serait probablement l'eau douce souterraine. C'est déjà le cas dans de multiples villes et régions du monde. La Californie est célèbre pour ses sécheresses et les gens doivent s'habituer à vivre dans des conditions de pénurie d'eau. Certaines personnes doivent déjà limiter le temps de leur douche et réutiliser l'eau pour laver le linge ou arroser les plantes.

On l'oublie toujours, mais le tourisme exerce **un poids énorme** sur l'utilisation des terres locales et peut entraîner l'érosion des sols. Dans certaines régions, les bâtiments s'enfoncent dans le sol sous leur propre poids. La construction de nouvelles infrastructures (routes, aéroports) et de bâtiments détruit souvent le sol.

2. Destruction de la nature et perte d'habitat

Tout développement nécessite une certaine interaction avec la nature. Très souvent, les infrastructures sont construites **sans plan de développement durable** ni politique de protection de l'environnement. Le développement se fait donc au **détriment** de la nature.

De nouvelles surfaces doivent être défrichées pour construire de nouveaux hôtels et de nouvelles routes. Les animaux perdent **leur habitat naturel** et doivent se déplacer vers un nouvel endroit. Souvent, les animaux entrent en contact avec l'homme pour protéger leur territoire ou chercher de la nourriture.

Le problème de la gestion des déchets est un facteur important de la dégradation de l'environnement. **Si des eaux usées non traitées sont déversées dans l'océan**, elles ont un effet négatif sur la vie marine. Lorsqu'un autre déchet est éliminé de manière incorrecte (*par exemple, déversé dans la forêt ou dans la rivière*), il peut endommager la zone avec **les toxines** que le déchet libère au fil du temps.

L'augmentation du nombre de voitures, les niveaux de bruit plus élevés, la déforestation et la pollution perturbent l'équilibre écologique de la région.

3. Augmentation de la pollution (plastique, lumière, bruit)

Plus il y a de monde au même endroit, plus **les déchets s'accumulent**. Il s'agit tout d'abord des déchets plastiques, tels que les bouteilles d'eau, les récipients à emporter, les différents emballages, les sacs en plastique, etc.

Pour accueillir un nombre croissant de touristes, il faut construire beaucoup plus d'hôtels et d'autres installations. Plus de lumières dans les bâtiments, plus de lumières et de panneaux LED dans les rues, créent une pollution lumineuse dans la région. Avant, c'était un petit village sur l'île, où les gens allaient se coucher avec le coucher du soleil. Maintenant, c'est une ville animée par **la vie nocturne**.

Il en va de même pour la pollution sonore. La croissance et le développement s'accompagnent du bruit des gens, des voitures, des bars et des boîtes de nuit. La pollution lumineuse et sonore crée un **environnement hostile** pour les animaux qui vivent dans cette zone, les poussant à s'éloigner de leur habitat d'origine.

4. L'exploitation des animaux pour divertir les touristes

Partout où vous allez pour vos vacances, vous trouverez presque toujours des excursions qui proposent une expérience avec des animaux.

En Asie, ce sera un safari à dos d'éléphant. Si vous visitez la Grèce, il s'agit de promenades à dos d'âne. Et en Afrique du Sud, il est courant de prendre des photos avec des lionceaux. Et pour couronner le tout, nous avons des cirques, des aquariums et tout simplement des vendeurs de rue où les animaux participent à des spectacles pour divertir les touristes.

Toutes ces activités peuvent sembler très divertissantes. Certaines personnes pensent même que les animaux aiment se produire ou se promener avec les gens. Mais en réalité, tous ces animaux subissent **beaucoup de souffrances**. Très souvent, ils sont enlevés à la nature à un très jeune âge. Leur propriétaire les garde dans de très **mauvaises conditions**. Et pour entraîner un animal à faire des tours, les gens utilisent des méthodes **très cruelles et souvent brutales**. Elles consistent à battre les animaux, à les effrayer avec des bruits forts, à leur briser l'esprit, à les maintenir enchaînés, etc.

De nombreuses personnes se prêtent à ces activités parce qu'elles aiment réellement les animaux et veulent se rapprocher d'eux. Et ils ne savent tout simplement pas ce qui se passe derrière la scène. Il est donc important de sensibiliser les gens à ces questions.

5. Destruction de monuments historiques et de sites naturels.

Il arrive que les touristes détériorent des monuments historiques ou des sites naturels. Certains d'entre eux le font par accident. Mais il y a aussi un grand pourcentage de personnes qui font de tels actes de vandalisme de manière délibérée.

Laisser une signature "K+J=A" sur une pierre ou une statue relève du vandalisme, de même que faire un graffiti dans un parc national. Coller un chewing-gum sur les pierres de Stonehenge ou escalader une statue pour prendre un selfie peut créer des dommages irréparables. Malheureusement, un grand nombre de monuments ont déjà été détruits par des touristes négligents.

Tous les effets négatifs du tourisme non durable causent des dommages irréparables à une région et à ses habitants.

Voyager de manière responsable et écologique

Chaque choix a son importance : de l'hôtel dans lequel vous choisissez de séjourner au voyageur qui organise vos activités, en passant par l'endroit où vous dînez et le mode de transport que vous choisissez. Le voyage durable devrait devenir notre seconde nature. Il ne s'agit pas seulement de la façon dont nous voyageons, mais aussi de la façon dont nous vivons chez nous.

Le surtourisme : quel impact sur les villes et sur l'environnement ?

Le tourisme international connaît ces dernières années une croissance exponentielle. Si le secteur a un impact positif sur le développement économique des territoires, il a aussi des effets néfastes. Pollution, inflation, dégradation des sites... Quels sont les effets de cette croissance sur l'environnement et les populations ?

Par La Rédaction

Publié le 31 mai 2019

Un tourisme international en pleine croissance

Apparu en Europe au XIX^e siècle, le tourisme est passé d'une pratique culturelle réservée à une élite à un **phénomène de masse**. Depuis la crise économique de 2008, ce secteur ne cesse de se développer partout dans le monde et joue un rôle majeur dans l'économie mondiale.

Un moteur de l'économie mondiale

1,4 milliard, c'est le nombre de touristes internationaux qui ont voyagé en 2018, selon l'Organisation mondiale du tourisme (OMT). L'organisme des Nations unies s'attendait à franchir ce cap en 2020, mais ses prévisions se sont réalisées avec deux ans d'avance.

Les arrivées de touristes internationaux ont augmenté de 5% en 2018, **c'est la plus forte croissance de ces dix dernières années**. Une tendance qui devrait se poursuivre dans les années à venir à un rythme moins soutenu (entre 3% et 4%).

L'Europe est la destination préférée des voyageurs avec 710 millions de visiteurs internationaux, suivie de l'Asie-Pacifique (348 millions), des Amériques (216 millions), de l'Afrique (67 millions) et du Moyen-Orient (60 millions).

D'ici à 2030, le nombre de touristes internationaux devrait grimper à 1,8 milliard.

Les dépenses des touristes ont aussi fortement augmenté. **Les recettes générées par le tourisme international ont progressé de 4% en 2018**, s'élevant à 1 500 milliards de dollars. 4 milliards de dollars sont dépensés en moyenne chaque jour par les voyageurs. Les touristes chinois sont ceux qui dépensent le plus pour voyager à l'étranger, suivis des Américains, des Allemands, des Britanniques et des Français.

Le tourisme est aujourd'hui le troisième secteur économique mondial après la chimie et les carburants, mais devant l'industrie alimentaire et automobile. Il équivaut à 10% du produit intérieur brut (PIB) mondial et emploie 313 millions de personnes à travers le monde.

Le secteur représente donc un potentiel important de croissance économique pour les pays, notamment en termes d'emplois. Au fil des années, de nouvelles destinations se sont ouvertes au tourisme, créant une source de revenus pour bon nombre de pays en développement.

Un atout économique pour la France

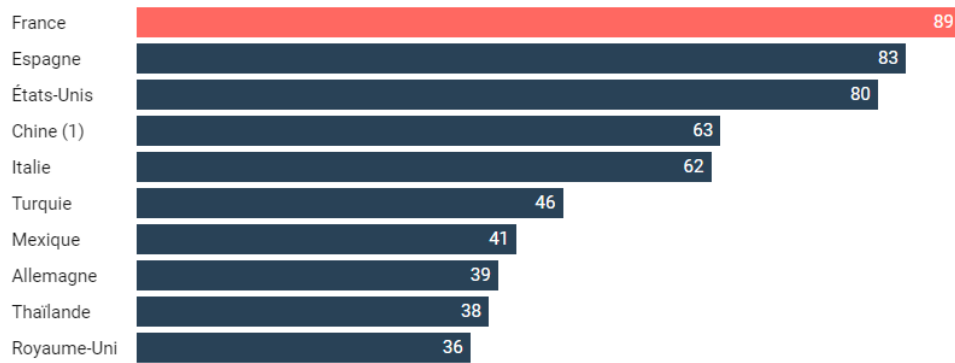
Avec 89,3 millions de visiteurs internationaux en 2018, la France se classe en tête des pays les plus visités dans le monde devant l'Espagne, les États-Unis et la Chine. En Île-de-France, ce sont 50 millions de touristes qui ont été accueillis en 2018, soit une hausse de 3,6% par rapport à 2017, a indiqué le comité régional du tourisme.

Les données de l'Insee d'avril 2019 confirment cette tendance à la hausse. Les hébergements touristiques en France (hôtels, campings, auberges) ont connu une fréquentation record de 438 millions de nuitées en 2018 (9 millions de plus qu'en 2017). Celle-ci est liée à une augmentation de la clientèle étrangère (+5,4%).

Néanmoins, en retenant les recettes liées au tourisme, **la France n'est classée que troisième à l'échelle mondiale**, après l'Espagne et loin derrière les États-Unis.

Tourisme international : la France est en première place...

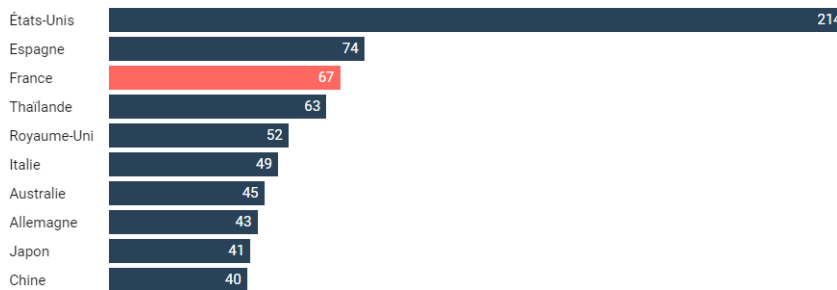
Nombre de touristes internationaux en 2018 (en millions)



Graphique: Vie-publique.fr / DILA • Source: Organisation mondiale du tourisme • [Récupérer les données](#) • Créé avec Datawrapper

... mais n'occupe que la troisième place en termes de recettes

Recettes du tourisme international en 2018 (en milliards de dollars)



Graphique: Vie-publique.fr / DILA • Source: [Organisation mondiale du tourisme](#) • [Récupérer les données](#) • Créé avec Datawrapper

Après une forte baisse suite aux attentats de 2015, les recettes touristiques en France ont augmenté de 6,5% en 2018. Le tourisme génère plus de 2 millions d'emplois et représente 7% du PIB national. L'objectif du gouvernement est de dépasser les **60 milliards d'euros de recettes** et les **100 millions de visiteurs étrangers d'ici à 2020**. Un double objectif qui doit permettre la création de 300 000 postes supplémentaires.

Pour développer ce secteur stratégique, le gouvernement a instauré en juillet 2017 un Conseil interministériel du tourisme (CIT). Présidé par le Premier ministre, il réunit tous les six mois les ministres, les élus et les professionnels du secteur pour présenter le plan d'action du gouvernement en faveur du tourisme.

Lors de sa réunion de mai 2019, le CIT a annoncé vouloir simplifier le système de détaxe afin d'encourager le shopping des étrangers. Fin 2021, les touristes hors Union européenne pourront récupérer la TVA sur leurs achats de plus de 100 euros au lieu de 175 euros. L'État souhaite également favoriser l'emploi et la formation dans le secteur du tourisme.

Si cette croissance des flux touristiques en France et dans le monde a un impact positif sur l'économie, elle implique également de nouveaux défis économiques, sociaux et environnementaux.

Quels sont les sites touristiques les plus visités en France ?

Disneyland, le musée du Louvre, le Domaine de Versailles et la tour Eiffel sont les sites les plus fréquentés par les touristes. En dehors de la région Île-de-France, ce sont le Puy du Fou, la cité médiévale de Carcassonne, le parc Astérix, le Futuroscope, le château des ducs de Bretagne ou encore le zoo de Beauval.

Les effets du surtourisme sur les villes

Pour certaines destinations très prisées des voyageurs, il n'est plus question de développer le tourisme, mais plutôt de le limiter. Le terme de "**surtourisme**" (ou "overtourisme") est apparu ces dernières années pour désigner le phénomène de saturation des sites touristiques par un nombre croissant de visiteurs. Face à cette pression touristique, les autorités locales adoptent des mesures pour protéger leurs villes et leurs populations.

- **Une menace pour le patrimoine culturel**

Certains lieux ne sont pas adaptés pour recevoir un trop grand nombre de voyageurs et manquent d'infrastructures.

À Venise, près de 30 millions de personnes visitent la ville chaque année, quand celle-ci ne compte que 55 000 Vénitiens. Cela représente une proportion de 545 touristes par habitant. L'Unesco a demandé à la ville de trouver des solutions concrètes pour la préservation de la lagune, faute de quoi Venise serait inscrite sur la liste du Patrimoine mondial en péril.

Depuis 2019, les bateaux de croisières sont interdits dans le centre, car leurs remous fragilisent les fondations de la cité. À compter du 1^{er} septembre 2019, les touristes devront payer un droit d'entrée pour visiter la ville allant de 3 à 10 euros selon la saison. Cette mesure doit rapporter 50 millions d'euros par an pour financer les coûts de nettoyage du centre historique.

Autre ville à avoir reçu un signal d'alarme de l'Unesco, la cité fortifiée de Dubrovnik, en Croatie. La municipalité a installé un compteur à l'entrée de la ville et limité l'accès à 8 000 visiteurs par jour pour préserver l'authenticité de la citadelle.

De plus en plus de sites touristiques menacés par le surtourisme **ont instauré des quotas de visiteurs pour protéger leur patrimoine culturel** comme le parc Güell à Barcelone ou la cité inca du Machu Picchu au Pérou.

- **Un tourisme qui nuit à la qualité de vie locale**

Barcelone, Rome, Amsterdam... Victimes de leur succès, ces villes voient leur population se multiplier avec la venue des touristes, créant ainsi **d'importants déséquilibres au niveau local** : rues et transports surchargés, nuisances sonores, plages bondées... Les commerces de proximité cèdent la place à des bars et des boutiques de souvenirs. La prolifération d'hôtels et d'hébergements touristiques engendre une pénurie de logements pour les habitants et une hausse des prix de l'immobilier.

Le surtourisme accentue le phénomène de gentrification, le départ des classes populaires des centres-villes au profit d'une classe sociale plus aisée. Face à l'augmentation du coût de la vie, les habitants sont contraints de se loger ailleurs et les quartiers se vident progressivement de leurs habitants.

En 2017, plusieurs manifestations d'hostilité à l'égard des touristes ont eu lieu en Espagne, notamment à Barcelone. L'OMT s'inquiète de cette montée de "tourismophobie". Ce phénomène de rejet du tourisme est observé depuis quelques années dans plusieurs grandes villes européennes. En Île-de-France, seuls 3% des habitants sont hostiles à l'essor du tourisme, contre 20% à Venise ou à Amsterdam, selon une étude réalisée par le comité régional du tourisme.

- **Un déséquilibre du marché locatif**

Pour lutter contre la pression immobilière liée au tourisme, des villes comme Amsterdam et Barcelone interdisent désormais la construction d'hôtels, d'auberges de jeunesse ou d'appartements locatifs dans le centre.

Mais l'essor des plateformes de location de logements entre particuliers comme Airbnb reste plus difficile à contrôler pour les municipalités. À Paris, environ 20 000 logements en location classique seraient devenus des meublés touristiques en cinq ans, d'après la Ville de Paris. 500 000 logements sont dédiés à la location Airbnb en France et 65 000 à Paris. **La capitale est le premier marché mondial d'Airbnb.**

Comme toutes les grandes villes touristiques, Paris multiplie les initiatives pour réguler ces locations. L'article 51 de la loi sur la République numérique prévoit que les annonces doivent comporter un numéro d'enregistrement pour vérifier que les résidences principales ne sont pas louées plus de 120 nuitées par an. Cet enregistrement est devenu obligatoire dans les communes de plus de 200 000 habitants (Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux...).

L'article 145 de la loi ELAN prévoit des sanctions de 5 000 à 10 000 euros à l'encontre des propriétaires ne respectant pas ces obligations. La loi permet aussi aux communes d'attaquer directement les plateformes qui s'exposent à une amende de 12 500 euros pour chaque annonce non conforme. L'amende grimpe à 50 000 euros si celles-ci proposent des meublés touristiques réservés plus de 120 jours par an ou ne transmettent pas le décompte des nuitées réservées sur leur site.

Des conséquences néfastes pour l'environnement

Au-delà des répercussions négatives sur la population locale, le surtourisme exerce inévitablement des pressions sur l'environnement.

- **Surconsommation des ressources naturelles**

L'activité touristique augmente les besoins en énergie, en nourriture et en eau (par exemple pour le remplissage des piscines dans les hôtels, dans des pays où la ressource est déjà limitée comme en Afrique ou en Inde).

- **Création toujours plus importante de déchets qui polluent la nature**
En mer Méditerranée, 52% des débris seraient liés au tourisme balnéaire selon un rapport de l'association WWF.
- **Pollution de l'eau et des sols qui nuit à la biodiversité** (substances chimiques comme celles contenues dans les crèmes solaires, rejet des eaux usées).
En 2018, les Philippines ont fermé six mois l'île de Boracay aux touristes, car celle-ci était polluée par les hôtels qui déversaient leurs eaux usées directement dans la mer. Le gouvernement a dû améliorer ses équipements d'assainissement qui n'étaient pas adaptés au nombre de touristes.
- **Destruction des écosystèmes** (bétonisation des côtes, déforestation).
En Thaïlande, la plus célèbre plage du pays, Maya Bay, a été fermée par les autorités thaïlandaises jusqu'en 2021 pour permettre aux récifs coralliens de se reformer et ainsi empêcher l'érosion de la baie. L'écosystème fragile des lieux a été endommagé pendant des années par les bateaux à moteur qui stationnaient dans la baie pour faire visiter la plage aux touristes.
- **Disparition de la biodiversité** (trafic d'animaux pour fabriquer des souvenirs, perturbation des espèces, destruction de la végétation).
Des lieux préservés, encore inconnus il y a quelques années, ont été popularisés par Internet et les réseaux sociaux. C'est le cas de l'Islande qui est passé de 500 000 touristes en 2010 à plus de 2 millions en 2017. Des sites comme la vallée de Reykjadalur ont dû être fermés temporairement au public en 2019, car la végétation avait souffert du passage continu de visiteurs.
- **Pollution de l'air qui contribue au réchauffement climatique.**
Le tourisme est à l'origine de 5% des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES), d'après le ministère de la transition écologique. La croissance du tourisme d'ici à 2050 aura pour effet d'accroître la consommation d'énergie de 154% et les émissions de GES de 131%. L'empreinte carbone du tourisme est générée par tout ce qui est acheté par les touristes sur leur lieu de vacances (nourriture, hébergement, shopping), et surtout par les transports. Plus de la moitié des 1,4 milliard de touristes qui ont traversé les frontières dans le monde en 2018 ont été transportés par avion, rapporte l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

Des mesures en faveur du climat

Une des solutions envisagées pour réduire l'impact des voyages sur le climat est la compensation carbone. De plus en plus de compagnies aériennes proposent à leurs passagers de payer sur le prix du billet une taxe pour compenser leurs émissions de CO₂ en finançant des projets dans le domaine des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique ou de la reforestation.

Après la conférence de Paris sur le climat (COP 21), les États membres de l'OACI, dont la France, ont signé en 2016 un accord visant à stabiliser les émissions de CO₂ dans le transport aérien international à partir de 2020 et à réduire de moitié les émissions du secteur d'ici à 2050. Dans le cadre du programme Corsia, les compagnies aériennes devront compenser leurs émissions de carbone à partir de janvier 2021.

En juillet 2019, le gouvernement français a annoncé la mise en place d'une écotaxe sur le transport aérien à partir de 2020. Le montant de cette taxe, qui ira de 1,50 euro à 18 euros, s'ajoutera aux prix des billets pour les vols au départ de la France.

L'Union européenne envisage par ailleurs de taxer le kérosène pour diminuer les émissions de CO₂. Depuis 1944, le carburant des avions est exonéré de taxes en vertu de la Convention de Chicago afin d'encourager le développement des liaisons internationales. Aujourd'hui, plusieurs associations de défense de l'environnement réclament la taxation du carburant pour limiter l'impact du trafic aérien sur le climat.

Interview

L'ailleurs change d'ère

Pour l'anthropologue Saskia Cousin, le tourisme est un acte social aux enjeux politiques et culturels. Motivations et consommations se redéfinissent.

Par [Elvire von Bardeleben](#)

Publié le 13 août 2015 - liberation.fr

A l'approche de l'été, la question «tu pars où ?» revient sur toutes les lèvres. Le spectre de réponses possibles reflète la diversité des désirs des voyageurs. Certains cherchent « l'inconnu », terme à la définition fluctuante (hier la Birmanie, aujourd'hui l'Antarctique, demain l'espace ?), la plupart le familier (80 % des Français partent en vacances en France). Depuis son invention au XVII^e siècle avec le Grand Tour aristocratique (voyage d'érudition entrepris par de jeunes nobles) le tourisme, plébiscité comme un outil de développement économique, n'a cessé d'évoluer. Sa dernière mue – la plus extraordinaire – ayant été impulsée par Internet. Décryptage du phénomène avec Saskia Cousin, anthropologue, spécialiste des pratiques touristiques, maître de conférences à l'université Paris Descartes à Paris et co-auteur de *Sociologie du Tourisme* (avec Bertrand Réau, aux éditions La Découverte).

Dans quelle mesure la définition de «l'ailleurs» est-elle changeante ?

Ce sont moins les attentes qui changent que les lieux investis pour y répondre et la manière de les investir. L'ailleurs peut être Bali, une île grecque, un tour d'Europe en camping-car, l'Asie en stop... ou en bas de chez soi. Par exemple en visitant le «Petit Mali» du quartier Château Rouge à Paris, avec un guide local qui en explique l'histoire. Évidemment, lorsque l'enjeu est la distinction sociale, l'Antarctique et l'espace seront plus prisés que les quartiers populaires de la capitale.

Qu'est-ce qui motive un départ ?

Pour les Français, la découverte ne représente que 10 % des séjours. Les 90% restants sont dédiés aux vacances. On ne peut généraliser les motivations, elles sont aussi diverses aujourd'hui qu'hier : chercher le vide (le désert, la campagne isolée...), le plein (la ville, Ibiza, la fête), le rien (farniente), le trop (alpinisme, tour des musées), l'autre (tourisme solidaire) et soi (famille, tourisme des racines...).

Le tourisme peut aussi être une «quête d'authenticité». Qu'est-ce qu'une «destination authentique» ?

En 1976, l'anthropologue Dean MacCannell a décrit dans *The Tourist* la quête d'authenticité propre au voyage occidental. S'inspirant des concepts d'aliénation de Marx et de mise en scène d'Erving Goffman, il analyse cette quête touristique comme une tentative d'échapper à l'aliénation, en allant chercher derrière la scène touristique, la vie «vraie». Mais cette recherche est forcément vouée à l'échec, puisque la présence des touristes implique la mise en scène des coulisses, qui deviennent une nouvelle scène avec d'autres coulisses. L'homme moderne se retrouve donc à jouer un rôle, celui du touriste, caractérisé par l'inauthenticité. Pour MacCannell, c'est le signe que le tourisme et le postmodernisme doivent être pensés ensemble, comme deux facettes d'un même rapport au monde : une relation superficielle au présent et le goût nostalgique d'un passé fantasmé.

En quoi une visite au musée, par exemple, peut-elle être considérée comme une expérience «authentique» ?

Le modèle du touriste en quête d'authenticité reste largement calqué sur celui de l'amateur d'art et de culture ou de paysage grandiose : l'archétype d'un homme européen cultivé, seul face à l'œuvre. Pourtant, parce qu'ils sont également associés à la modernité et à la mise en scène, les musées et les hauts lieux du patrimoine ont perdu progressivement leur pouvoir d'authenticité. On recherche maintenant la «rencontre authentique» à travers le tourisme ethnique, solidaire ou en quête de ses origines : par exemple un stage de musique et de danse «du monde» – tango à Buenos Aires, djembé à Conakry – ou encore une «visite à la famille» que proposent nombre de guides ouest-africains à leurs clients. Dans les récits des touristes, peu importe que la famille en question ne soit pas « vraiment » la famille du guide, ou que le stage de djembé soit hors de portée des Guinéens qui préfèrent d'ailleurs une musique plus urbaine : ce qui altère l'expérience authentique, c'est que les locaux soient aussi accrochés qu'eux à leurs téléphones portables. L'important semble être que chacun tienne son rôle, le temps de la performance.

Si le tourisme répond à une quête d'ailleurs, comment peut-elle être encore satisfaite aujourd'hui, quand tout est visible sur Internet ?

Pour qu'il y ait une représentation de l'ailleurs, il faut des récits, des images. à moins d'être un explorateur en quête de zone blanche sur une carte – ce qui devient rare –, nous ne pouvons désirer ce dont nous n'avons aucune idée, aucune image. Le tourisme n'est pas une quête d'inconnu et de découverte, c'est une histoire de reconnaissance et de mimétisme. On va ailleurs pour reconnaître

ce qui a été déjà vu et pour être reconnu à son retour comme celui qui est allé là-bas – c'est la reconnaissance sociale.

Comment Internet a-t-il changé la manière d'envisager l'ailleurs ?

On peut dire qu'il y a un touriste 2.0 : les réseaux sociaux et les blogs de voyageurs (vrais ou faux) sont considérés comme plus fiables que les sites professionnels et les institutions. Cette confiance donnée aux pairs au détriment des experts marque un renversement de perspective, qu'il s'agisse de louer une résidence au bord du bassin d'Arcachon ou de préparer son itinéraire en Europe centrale. Avec Trip Advisor et les réseaux sociaux, c'est la fin de la démocratisation du tourisme (faire accéder tout le monde à un modèle de vacances pensé par les autorités légitimes) et l'avènement de la démocratie touristique (chacun possède a priori la même légitimité à donner son expertise sur un site ou un voyage), pour le meilleur et pour le pire. Derrière tout cela se crée une nouvelle industrie des intermédiaires : ceux qui maîtrisent les réseaux et remplacent les hôteliers, les agences et les transporteurs.

Du tourisme de masse au tourisme durable ?

Claire Weishar - Confins - 12 novembre 2021

Les conséquences d'un tourisme de masse corrosif

[...]

Un surtourisme dévastateur pour l'environnement

« Ce que d'abord vous nous montrez, voyages, c'est notre ordure lancée au visage de l'humanité » (Lévi-Strauss, 1955).

En effet, les premiers coups du tourisme de masse sont portés à l'environnement. Si le tourisme était un pays, il serait aujourd'hui en 5e position en termes de GES (Gaz à Effet de Serre), derrière les États-Unis, la Chine, l'UE et la Russie. Il produit, à lui seul, 8% des émissions totales, d'après une étude de la revue Nature Climate Change (2018).

C'est pourquoi, le docteur en anthropologie Jean-Paul Loubes désigne le tourisme de masse comme un « accident écologique », et dénonce « la discrétion avec laquelle sont évoqués les dégâts collatéraux de cette pratique » (Loubes, 2015).

Pour fuir leur quotidien anxiogène, les touristes prennent place à bord d'engins toujours plus performants et fiables, plus démocratisés mais aussi plus polluants. L'avion est aujourd'hui le moyen de transport fétiche du tourisme international. Fort de ses progrès techniques et de la révolution de son modèle économique, il permet une contraction de l'espace-temps sans précédent. Ainsi, « les voyageurs modernes ne luttent plus contre les obstacles mais contre la montre ».

Et si le désir d'arriver le plus rapidement possible remplace le plaisir d'aller, ces prouesses techniques ne sont pas sans conséquences : chaque jour, les touristes ne font pas moins de 565 000 fois le tour de la planète, faisant de l'aviation la responsable de 50% des GES du tourisme.

Plus encore, l'individu post-moderne révèle un visage bouffi de paradoxes. Tirailé en permanence entre deux identités : celles du touriste et du voyageur. Et le XXIe siècle peine à déclarer le vainqueur de ce duel. Au contraire, les frontières entre les deux deviennent toujours plus poreuses, laissant émerger une forme d'individu hybride, appelé par certains : le « touristeur » (Daum & Girard, 2018a).

Plus largement, ces dynamiques paradoxales influencent la géographie du tourisme international. En effet, le discours touristique dominant vante les mérites d'un « Ailleurs » authentique, loin du tumulte des Hommes et proche d'une nature de carte-postale. Toutefois, dans la réalité, la majorité des touristes sont concentrés voire agglutinés dans les espaces parmi les plus densément peuplés et les mieux desservis au monde, comme le sont Paris ou New-York. En effet, ce sont les territoires qui répondent le mieux à la demande touristique.

Cependant, cette exposition aux touristes ne se fait pas sans exposition à des risques, notamment ceux de la surfréquentation, de l'artificialisation ou du désenchantement des destinations prisées par l'imaginaire touristique.

Ainsi, le touriste est, par définition, « un consommateur d'espace dont l'empreinte écologique n'est jamais nulle » (Daum & Girard, 2018b).

Progressivement, l'Homme est passé du héros découvreur du monde au mutilateur de Gaïa dans une sorte de tragédie prométhéenne. Sous ses pas de géant inconscient, il laisse s'effondrer sous ses yeux, un à un, les mythes qui ont façonné la civilisation du monde passé. La mise sous tension des sites naturels par le tourisme devient insupportable, alourdissant toujours plus la liste de ceux dont l'avenir est en danger. Les temples d'Angkor, les pyramides

d'Égypte, les Moaï de l'Île de Pâques ou les peintures pariétales de la grotte de Lascaux... Tous sont profondément ancrés dans l'imaginaire touristique comme autant de lieux incontournables pour toute vie humaine.

Mais à la magie de les voir exister, au rêve de les approcher un jour, succède aujourd'hui la crainte de les voir disparaître.

L'un des exemples les plus éloquentes concerne le mont Everest. Depuis les pionniers de 1953, nombreux sont ceux à vouloir conquérir ce « toit du monde », si bien qu'à la difficulté extrême de la grimpe s'ajoute aujourd'hui celles de la pollution et de la surfréquentation. [...]

Mais ce « passe mercantile » coûte cher. Aujourd'hui, l'Everest a perdu de sa superbe, devenant la « poubelle du monde ». L'engorgement humain est tel qu'il provoque une dégradation de l'habitat sans précédent : En 2018, plus de 38 tonnes de déchets ont été redescendus du sommet.

Plus encore, à mesure que l'affluence augmente, les pentes de l'Everest connaissent, elles aussi, une ascension macabre, révélatrice d'un tourisme contemporain dévastateur au dessein parfois sépulcral.

Néanmoins, certains sites entrent en résistance et hissent des barricades, plus ou moins fines, contre le tourisme de masse. Comme en Australie, où l'accès au mont Uluru a été interdit ou en Thaïlande qui a décidé de la fermeture de la plage de Maya Bay, victime collatérale de Leonardo Di Caprio et du film « La Plage » de Danny Boyle sorti en 2000.

De façon moins brutale, la cité inca du Machu Picchu, classée depuis 1983 au Patrimoine mondial de l'Unesco, tente aussi de solutionner l'épineux problème du tourisme de masse. L'État péruvien a pris des mesures pour tenter, non pas d'endiguer, mais de limiter la fréquentation touristique en fixant, par exemple, la présence de chaque touriste dans les ruines à quatre heures au maximum.

Une hybridation des destinations touristiques entre muséification et disneylandisation

Aujourd'hui, toutes les grandes destinations touristiques du monde ont leur portrait accroché au mur de l'imaginaire collectif. Mais ces images ne sont pas fidèles à la réalité : elles se dessinent au gré de représentations, tantôt romancées, tantôt caricaturales.

Plus encore, certains lieux touristiques travestissent leur authenticité et leur singularité pour donner à voir un décor « de carton-pâte » modelé pour répondre aux attentes du plus grand nombre. C'est ce que la géographe Maria Gravari-Barbas résume par le concept de « muséification ».

Ainsi, le développement touristique implique une transformation de l'identité d'un lieu et parfois le bouleversement de son paysage ou de son patrimoine. En effet, les hauts lieux du tourisme n'hésitent pas à ouvrir grand les portes de leur patrimoine au public pour assurer leur notoriété. Mais cette mise en valeur, parfois menée sous couvert d'une politique de conservation, implique aussi une redistribution de l'espace.

Ainsi touristifié, l'espace met alors en concurrence une myriade d'acteurs, qui tentent de tirer leur épingle du jeu touristique contemporain. Ce tourisme patrimonial est surtout l'apanage des centres-villes des métropoles. Serrés dans les salles du Louvre-Paris ou du British Museum de Londres, nez en l'air devant la Tour Eiffel ou la statue de la Liberté, les touristes envahissent la Ville. En un instant, ils mitraillent à coup d'iPhone les plus beaux monuments du monde, comme autant de trophées publiés ensuite dans leur vitrine numérique, puis ils se remettent en chasse.

Mais cette devise de la distraction culturelle s'accompagne souvent de la circonscription des activités étrangères au tourisme : la fermeture des petits commerces au profit d'hébergements touristiques ou de boutiques de souvenirs aseptisées.

De cette façon, les destinations touristiques contemporaines sont menacées par le spectre de la muséification et de l'uniformisation afin de satisfaire le désir de valorisation sociale de la demande touristique de masse.

Poussé à son extrême, l'objectif cupide de parvenir à combler toutes les attentes des touristes est atteint avec l'invention des parcs à thèmes par l'industrie touristique américaine à la fin du XXe siècle, avec la création du Magic Kingdom par la société Disney. Le concept est un succès planétaire, notamment grâce à l'essor des classes moyennes, qui constituent la cible privilégiée. Si bien que Disneyland Paris et Walt Disney Studios forment aujourd'hui le premier site touristique français, avec environ 15 millions de visiteurs par an, devant le Puy du Fou (1,8 million) ou le Futuroscope (1,85 million).

Ces simulacres de monde miniature constituent des « archétypes du tourisme hors sol mettant exotisme et loisirs à la portée de tous ». Le parc à thèmes constitue ainsi « un pur produit de la mondialisation et de la « moyennisation » du monde » (Fagnoni, 2017).

Avide du même succès, c'est le monde tout entier qui, petit à petit, se « disneylandise », selon le concept de la géographe Sylvie Brunel (Brunel, 2012).

En effet, si le tourisme est un puissant vecteur d'uniformisation voire d'aseptisation du monde, si les touristes ont leur besoin de sécurité assuré par des produits touristiques standardisés : ils n'en restent pas moins ces hybrides, ces « touristes » pétris de paradoxes qui aspirent aussi à être complètement dépayésés. [...]

Pour parvenir à cette fin, ces destinations n'hésitent pas à parodier la réalité pour mieux imiter la fiction, à l'inverse de la « logique Disney » originelle. C'est pourquoi, il existe des stations de ski aux allures de chalets de montagne « traditionnels », des bungalows dans les villages-vacances ou des cabanes dans les arbres... Il s'agit de donner au lieu exactement l'aspect que les touristes sont venus chercher et de résumer les marqueurs du lieu en une image forte, qui gravite ensuite dans l'imaginaire touristique global.

Mais cette « disneylandisation touristique » contribue parfois à mettre en scène des spécificités locales, concentrées dans quelques produits dérivés répondant aux stéréotypes des touristes, qui s'empresseront de rapporter un souvenir de leur « voyage ». Ce phénomène, appelé « folklorisation », se retrouve partout sur la planète, jusqu'en France avec les corons du Nord ou les marchés de Noël alsaciens, mais ne profite généralement pas aux populations mises en scène.

Même si certaines ont su inverser la tendance et se sont révélées d'excellentes comédiennes dans ce nouveau théâtre touristique : c'est le cas des Masaïs qui n'hésitent pas à vendre à prix d'or un cliché à leur côté, en tenue traditionnelle de guerriers.

Toutefois, cette espièglerie n'efface pas les conséquences de ce tourisme de safari : destruction de l'habitat naturel, accaparement des terres, sédentarisation forcée. [...]

Une saturation touristique qui provoque la contestation citoyenne

Si l'affluence des masses dans les lieux touristiques redessine les espaces, elle détermine aussi une rencontre inévitable entre « l'explorateur et l'indigène ». Deux protagonistes au bagage intellectuel chargé d'imaginaire et de représentations, plus ou moins stéréotypées, sur cet autre que soi. Ainsi, leur présence conjointe sur un même territoire pose la question de leur cohabitation et de ses conséquences.

Avant tout, l'un des enjeux de cette cohabitation complexe concerne le partage des ressources naturelles, qui n'est pas sans déséquilibre. En effet, le touriste est un consommateur vorace, au grand dam des locaux dont les besoins sont souvent ceinturés. Comme en Tunisie où le potentiel en eau est limité et inégalement réparti sur le territoire. Le tourisme, développé dans les années 1960, y pèse de tout son poids. Ainsi, le secteur touristique s'accapare parfois jusqu'à 40% des ressources en eau urbaine, comme à Hammamet.

Cela conduit à une tension croissante entre l'industrie touristique et les populations locales et soulève de nouvelles inégalités qui peuvent conduire au conflit d'usage. Ainsi le partage des ressources constitue souvent un premier élément de tension entre les différents acteurs d'un territoire.

Mais il arrive que ces tensions glissent d'un banal conflit d'usage vers un comportement « anti-touristique » parfois véhément.

Venise et Barcelone en sont parmi les exemples les plus éloquents. En effet, ces villes emblématiques de l'art de vivre européen accueillent un nombre de touristes pharaonique oscillant autour de 30 millions par an. Ce succès étourdissant tient à leur réputation, mais surtout à leur étiquette de lieux d'exceptions, pavés des plus beaux monuments du patrimoine mondial. Mais la courbe de la fréquentation touristique croise, en réalité, celle d'un nombre d'habitants en berne.

Ce paradoxe connaît plusieurs facteurs explicatifs : d'abord, ces deux villes ont connu une croissance touristique très brutale, en doublant leur nombre de visiteurs en une dizaine d'années à peine.

Ensuite, la crise de 2008 a rendu la ville de Gaudí économiquement dépendante du tourisme international. Plus encore, la fragilisation des destinations touristiques comme la Tunisie ou la Turquie, marquées par la menace terroriste, a détourné les touristes vers des destinations « plus sûres » comme Barcelone, avant les attentats de 2017.

Le gouvernement a alors eu tout intérêt à entretenir la fréquentation touristique en soutenant l'investissement public à travers l'aménagement d'infrastructures de transport ou de mégaprojets de resorts, combinant le trio gagnant du tourisme de masse : hôtels, malls commerciaux et casinos.

Par ailleurs, les plateformes de logements touristiques ont eu un rôle déterminant. Portées par la révolution du numérique, elles ont alimenté l'inflation de l'immobilier mais surtout incité fortement les locaux à louer leurs biens aux touristes.

Mais cela n'est pas sans conséquences puisque, pour les jeunes générations, s'installer dans leur ville d'origine relève aujourd'hui du parcours du combattant.

De plus, le double phénomène de gentrification et de muséification repousse progressivement les milieux plus populaires vers la périphérie et provoque la disparition des commerces de proximité au profit de services touristiques.

Cette situation est mal vécue par les habitants qui dénoncent le manque de réactivité des autorités publiques et la voracité des acteurs privés. Aussi, ils se sentent oubliés et démunis face à la détérioration de leur qualité de vie, conséquence des multiples tapages causés par les flots incessants de touristes.

Toutes ces raisons cristallisent la colère des locaux, qui éclate d'abord de manière pacifique par la création de collectifs de quartier, comme l'« Association des voisins de l'Òstia », mais gagne aussi le terrain politique avec la multiplication des grèves, comme celle menée à Barcelone en 2017 contre la précarité des « petites mains » de l'industrie touristique.

Pire, la « tourismophobie » bascule parfois dans une contestation plus radicale, illustrée par les raids de groupuscules politiques comme ceux du mouvement *Arran*, anticapitaliste et indépendantiste, qui engage de violentes actions de terrain pour faire fuir les touristes. Pour mémoire, l'une de ces manifestations a dégénéré en 2017 et s'est terminée par l'attaque d'un bus de touristes, ce qui a profondément marqué les esprits, au-delà des frontières nationales.

Ainsi, les mouvements anti-touristiques se sont politisés et ont permis à Ada Colau, proche de *Podemos*, d'accéder à la municipalité de Barcelone en 2015.

Par ailleurs, cette exaspération ne se manifeste pas de façon aussi violente à Venise. Toutefois, la nuée de pancartes affichant « Adieu, Venise » brandies courageusement par les seniors de la cité des Doges hante encore les esprits.

Face à cette récusation du modèle touristique de masse, les autorités ne peuvent rester aveugles et empruntent timidement le chemin de la concertation citoyenne. Des tentatives de régulation émergent comme la limitation du nombre d'hébergements touristiques et le contrôle de la montée des prix de l'immobilier afin de stopper la « colonisation Airbnb ». Les élus impliquent davantage leurs citoyens, comme le montre le dispositif vénitien « Venise futuro mio ».

Enfin, l'apaisement des relations entre touristes et locaux passe par la sensibilisation, voire la culpabilisation, des individus face au tourisme de masse. En effet, la demande d'un tourisme moins dense et plus respectueux de l'environnement progresse, parfois accélérée par une prise de conscience liée à la crise sanitaire de 2019.

Les nouveaux enjeux du tourisme entre développement touristique et développement durable

Aujourd'hui, l'homotouristicus est toujours plus éduqué aux effets du tourisme de masse. Il s'ouvre à un tourisme plus vert et responsable, et oriente le marché touristique actuel vers de nouveaux produits touristiques « durables ».

L'émergence du tourisme durable

Ce nouveau regard touristique trouve un terreau particulièrement fertile dans les mouvements sociaux et environnementaux des années 1960-70, qui opèrent une prise de conscience et engagent une remise en cause du tourisme de masse à l'échelle internationale.

Dans le même élan, l'environnement devient un objet de recherches et s'intègre progressivement aux lignes de la politique mondiale. En témoigne le rapport Brundtland de 1987, qui institutionnalise le concept de Développement Durable comme nouveau moteur du développement et le définit comme « un mode de développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations suivantes à répondre aux leurs ».

Cette définition est résumée par le diagramme de Venn du Développement Durable, qui a été augmenté depuis par la géographe Anne Jégou pour devenir la « fleur du Développement Durable ».

Dès lors, cette notion s'est répandue à toute la planète, jusqu'à servir de base au Sommet de Rio de 1992, et lance un grand défi au tourisme qui se trouve mis à l'épreuve de la durabilité.

De même, la prolifération de nouveaux produits touristiques dans les années 2000 comme le « tourisme éco-responsable », le « tourisme alternatif » ou encore le « slow tourism » illustre l'élasticité sémantique du concept de tourisme durable. [...]

Les tentatives de réponses des acteurs du tourisme à la question du surtourisme

Aujourd'hui, le Développement Durable s'intègre progressivement au marché du tourisme et ses acteurs s'emparent, peu à peu, des nouvelles règles du jeu touristique mondial.

Le bateau est devenu un véritable produit touristique représenté par la croisière. En effet, il ne sert plus seulement à se déplacer d'un lieu à un autre mais se révèle comme un lieu à part entière. Mais face à ces géants des mers luxueux et tout-équipés, il existe désormais une nouvelle offre : celle de la croisière fluviale, démonstration par excellence d'un « slow tourism » qui prend le temps. Ce segment, surtout en vogue en Allemagne, permet de suivre un itinéraire le long des voies navigables de l'ensemble Rhin-Main-Moselle, par exemple.

Plus original, un modèle de tourisme alternatif a émergé à la fin des années 1990, louant une pratique collaborative du tourisme, popularisée par l'association « Couchsurfing » qui lui donnera finalement son nom. Le couchsurfing consiste à loger gratuitement, une nuit ou deux, chez l'habitant lors d'un voyage touristique. Il s'agit de reconsidérer la rencontre entre touristes et locaux, en misant sur le partage et l'échange. Cette nouvelle pratique est un succès puisque le nombre d'adhérents, majoritairement américains, est passé de 50 000, en 2005, à plus de 6 millions en 2014.

Mais ce tournant vert n'est pas seulement l'apanage de sociétés privées, des acteurs politiques s'y intéressent de près comme au Costa Rica, chantre de l'écotourisme. Son économie se résumait à l'exploitation de ses fronts pionniers jusqu'en 1970, puis le pays s'est emparé du levier du tourisme pour développer son économie et se lancer dans une politique de conservation du patrimoine naturel. En témoigne le parc national de Tortuguero, créé en 1975, afin de protéger les tortues vertes, prisées pour leur viande. Puis des infrastructures touristiques ont été aménagées : création de restaurants, d'hôtels mais aussi de services (visites guidées).

Autre particularité, le pays favorise les moyens de transports à faible impact écologique comme de petits bateaux à fond plat pour accéder facilement aux espaces touristiques.

Rapidement, les recettes de la banane et du café sont dépassées par celles du tourisme et le Costa Rica est propulsé au rang de puissance touristique régionale avec plus de 3 millions de visiteurs (majoritairement américains) en 2016. [...]

Les limites au modèle du tourisme durable

Fer de lance de l'OMT, le concept de « tourisme durable » a supplanté celui de « tourisme culturel » comme égérie du tourisme d'avenir. Il forme aujourd'hui un condensé vert des valeurs mises en avant par les instances internationales à travers le tourisme.

Mais au-delà de constituer une vitrine idéologique, cette notion ne devient-elle pas un outil de légitimation du tourisme ?

Le tourisme devenu objet supranational est récupéré par des instances comme l'OMT ou l'Unesco, qui peuvent alors imposer leur vision du monde de façon détournée. Notamment à travers la logique de classement du patrimoine mondial de l'Unesco. Par ailleurs, le concept de tourisme durable est producteur d'utopies.

La sociologie contemporaine montre qu'il s'évertue à mettre en récit le monde, à fabriquer des représentations aux allures de mirages et à idéaliser la rencontre entre « le voyageur et l'indigène ». Il fait mine de mettre au même pied d'égalité les volets économique, social et écologique, masquant les rapports de domination effectifs sur tout territoire partagé. Il possède même ses héros : ces touristes « hyper-mobiles » qui se lancent à la découverte de l'Autre tout en se targuant de demeurer fidèle à la Nature. Ou ses modèles comme le Costa Rica.

Mais s'il semble distribuer les bons points à certains, il n'hésite pas à en montrer d'autres du doigt : ceux qui osent dénoncer le verdissement de façade des politiques de refonte du tourisme, ceux qui accusent le Développement Durable de produire de nouvelles inégalités, de ne négliger le levier environnemental, ou plus généralement ceux qui n'arrivent pas à se mettre au pas de cette nouvelle marche du tourisme, comme bon nombre des pays des Suds.

Progressivement, le tourisme durable engendre un monde labellisé. Les bons élèves sont récompensés par la possibilité de promouvoir leur activité au moyen de labels estampillés

« Développement Durable ». Si bien que les consommateurs se trouvent aujourd'hui, un peu perdus, face à la galaxie de labels verts qui envahit le marché. Mais cette prolifération de labels, au-delà de brouiller les repères du consommateur, stigmatise aussi les établissements qui n'en détiennent pas.

Plus encore, le tourisme durable entérine une logique de patrimonialisation du monde. Et cette valorisation de la Nature est impérativement à mettre en lien avec des enjeux politiques.

Par exemple, en Colombie, conservation de la nature rime avec affermissement du pouvoir de l'Etat sur les populations. En effet, le gouvernement a cédé une partie du parc de Tayrona à un propriétaire privé afin qu'il y développe un tourisme conciliant développement financier et conservation du patrimoine. Mais cette initiative politique s'est faite au détriment d'une communauté vivant dans le parc, interdite d'accès et ainsi privée de ressources.

De cette façon, l'Etat utilise l'étendard du tourisme durable pour procéder à un accaparement des terres ancestrales et se réapproprie le territoire national, disputé avec les FARC (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie), en prétextant envoyer des troupes armées pour garantir la sécurité des sites touristiques. Ainsi, l'argument touristique camoufle les querelles intestines.

Enfin, Dubaï montre que la doctrine durable souffre de nombreux paradoxes. La pieuvre dubaïote à la folie des grandeurs est tout droit sortie du désert à l'heure où naissait le Développement Durable. Pourtant, cette ville de pêcheurs de perles, abandonnée à la hâte pour de vertigineux gratte-ciel futuristes, ne rougit pas de clamer son engagement durable.

Celle qui devait accueillir l'Exposition universelle de 2020, a initié le projet « Desert Rose city » en 2014, qui doit faire émerger une véritable ville durable. Elle devrait utiliser l'énergie solaire, avoir un réseau de transport autonome et durable et même profiter de serres pour alimenter ses habitants.

Aussi, Dubaï se voit comme le modèle de ville durable d'ici à 2050.

Toutefois, même si la ville peut se réjouir de quelques réalisations concrètes, elle montre surtout combien le Développement Durable, et par conséquent le tourisme durable, relèvent avant tout d'un redoutable affichage promotionnel.

De cette façon, le tourisme durable, longtemps élevé au rang de modèle, est aujourd'hui remis en question.

« La question n'est plus de quantifier le tourisme international, mais de qualifier les vacances de proximité » Tribune

Saskia Cousin, Sociologue

La sociologue Saskia Cousin appelle, dans une tribune au « Monde », à distinguer les pratiques et les désirs des Français et les intérêts de l'industrie touristique.

Publié le 01 juillet 2022 - lemonde.fr

La perpétuation de nos voyages et de nos vacances soulève une série de défis démocratiques, écologiques et économiques. Mais le premier défi à relever se situe toutefois dans les valeurs respectives que nos imaginaires leur attribuent. L'imaginaire des vacances des Français est modeste, populaire : affinité et voisinage, oisiveté et retrouvailles. Avec le brin de dédain jugé requis, les professionnels du tourisme nomment cela « tourisme domestique ». L'imaginaire du voyage est à première vue, pour certains, plus désirable : avions striant le ciel, hôtels paradisiaques, grandes métropoles et merveilles du monde. Mais la pandémie, la réalité des pratiques et les défis environnementaux contestent désormais l'emprise des imaginaires du tourisme.

Printemps 2020 : avions à terre, hôtels fermés, grandes villes désertées, discours catastrophiques et confinement. Été 2020 : les territoires ruraux, les parcs et les sites naturels n'ont jamais été aussi fréquentés. Certes, 55 % des Français sont partis en vacances pendant l'été 2020. Mais la moyenne des départs estivaux varie de 60 à 65 % depuis les années 1990. Certes, parmi ces 55 %, 94 % ont choisi (un peu contraints) la France. Mais ce n'est en rien une rupture : les estivants français étaient déjà plus de 85 % à faire ce choix avant la pandémie. Les Français ont privilégié le repos, les retrouvailles. Ce sont les deux principales motivations du départ en vacances depuis que les enquêtes sur ce sujet existent. Ils auraient boudé les hôtels ? Mais plus de la moitié partaient dans la famille ou chez des amis avant la pandémie. Simplement, ils étaient invisibles pour les indicateurs de l'industrie touristique.

Droit collectif et un devoir individuel

Ainsi, jusqu'en 2020, l'Organisation mondiale du tourisme se félicitait chaque année de l'augmentation du nombre de « touristes internationaux » – 1,4 milliard en 2019. Il ne s'agit pourtant pas là de touristes, ni même de personnes, mais d'« arrivées internationales », tous motifs confondus et concernant un nombre réduit de personnes extrêmement mobiles. En effet, on estime qu'environ seulement 250 millions de personnes prennent l'avion pour leurs loisirs chaque année. Car si la quête de temps libre et le désir d'aventure sont universels, seulement 5 % de l'humanité a déjà pris l'avion. La France, qui proclame volontiers être le « premier pays visité au monde », est, en réalité, simplement le pays le plus traversé...

Bien que très majoritaires, les « touristes domestiques » sont le plus souvent ignorés par des indicateurs basés sur les arrivées aux frontières et les hébergements marchands. Grâce aux coopérations entre territoires, entreprises et chercheurs, on sait maintenant que plus les touristes viennent de loin, plus leurs consommations se concentrent dans quelques hauts lieux touristiques et bénéficient aux entreprises globalisées. À l'inverse, plus les vacanciers reviennent et s'installent, plus leurs activités et leurs dépenses se répartissent sur les territoires, les sites et les commerces locaux. La question n'est donc plus de quantifier le tourisme international, mais de qualifier les vacances de proximité.

Les vacances des Français sont une pratique héritée des luttes pour le temps libre, considérées dans l'Hexagone comme un droit collectif et un devoir individuel. Le retour du tourisme international ne saurait masquer ces pratiques et ces valeurs. Au vu des enjeux démocratiques et environnementaux, la question est désormais politique.

Industrie d'exportation

Depuis 1910, l'Etat français a considéré le tourisme comme relevant successivement de la propagande nationale, de l'aménagement du territoire, de l'organisation des transports, de la culture du temps libre, de la démocratisation des vacances et de l'animation du commerce. En 2016, la France s'est ralliée à la doctrine des années 1960 de la Banque mondiale : le tourisme est une industrie d'exportation. Sans égard ni regard pour les métiers de l'hospitalité, l'économie des territoires, la sociologie des vacanciers. L'antienne politique affirmait que le tourisme était la seule industrie non délocalisable. Pourtant, elle est aujourd'hui délocalisée, soumise aux plates-formes globales et abandonnée par ses travailleurs éreintés. Après deux décennies d'abandon des politiques sociales du tourisme, de fragilisation des congés payés, de réduction de la durée moyenne des séjours, les vacances résistent, certes, mais elles s'érodent.

Faut-il continuer à privilégier le modèle du tourisme international, basé sur la consommation de produits touristiques, de transports aériens et de chambres étoilées ? Ne faudrait-il pas plutôt une vision politique capable de penser ensemble les enjeux économiques, les défis écologiques, la formation et la rémunération des salariés, à partir des pratiques et des désirs de l'immense majorité de nos concitoyens : des vacances et des retrouvailles en territoires hospitaliers ? En bref, une économie politique de l'otium (« temps libre »), sobre, démocratique, attentive au temps retrouvé, réconciliée avec son économie « domestique ».

Réserve Sugiton

calanques-parcnational.fr – consulté le 16 février 2023



Conformément au calendrier établi, la réservation pour accéder à la calanque de Sugiton et des Pierres Tombées n'est plus nécessaire depuis le 22 août pour la saison estivale 2022. La visite peut de nouveau se faire en accès libre, dans le strict respect des lieux et notamment des zones de régénération de la végétation, essentielles pour protéger la calanque de l'érosion. Le Parc national des Calanques décidera dans les prochaines semaines de la suite à donner à cette expérimentation. Une reconduction du dispositif pour la saison estivale 2023 est d'ores et déjà envisagée.

*La calanque de Sugiton et des Pierres Tombées est victime d'une érosion très marquée liée à la surfréquentation. Pour protéger la calanque, le Parc national limite le nombre de visiteurs le 26 juin, le 3 juillet, puis tous les jours du 10 juillet au 21 août 2022. **Durant ces périodes, l'accès n'est autorisé que sur réservation gratuite.** Ouverte à tous, la réservation s'effectue en ligne. Pour réserver, rendez-vous sur la plateforme dédiée.*

Pourquoi cette mesure ?

La calanque de Sugiton est surfréquentée en été, avec des pics observés de 2500 visiteurs par jour. Cette surfréquentation provoque un phénomène d'érosion très marquée : sous l'effet des pas répétés des visiteurs, la terre glisse en direction de la plage.

Cette disparition du sol menace la pinède : les racines des vieux arbres sont mises à nu et les jeunes végétaux ne peuvent pas pousser. **Si nous ne faisons rien, il y a un risque de dégradation irréversible du site, de sa biodiversité et de ses paysages.**

La mise en place d'un système de réservation a pour objectif de ralentir l'érosion pour amorcer la restauration du milieu naturel, tout en permettant de conserver des opportunités de visite.

Quelle est la zone concernée par l'accès sur réservation ?

La zone d'accès sur réservation se concentre sur le bord de mer. **Elle comprend la calanque de Sugiton et des Pierres Tombées.** Des panneaux sont installés sur site pour informer les visiteurs. Des agents sont également déployés sur site pour informer les visiteurs.

Comment et où réserver ?

La réservation pour Sugiton s'effectue en ligne à partir du site Internet du Parc national des Calanques. **Elle est gratuite et rapide.**

Les réservations pour le jour-J de la visite ouvrent à J-3, 9h et se clôturent à J-1, 18h. Autrement dit, il est possible de réserver 3 jours avant le jour de sa visite et jusqu'à 18h la veille du jour de la visite.

Une fois la réservation effectuée, vous recevez un email de confirmation avec votre réservation. Cet email doit être montré à votre arrivée dans la calanque.

La réservation donne accès à la calanque de Sugiton et des Pierres Tombées à la journée.

Il est possible de réserver pour un groupe de 5 personnes maximum. Les enfants de moins de 3 ans ne sont pas soumis à la réservation.

Une même personne peut réserver jusqu'à 8 fois pendant la période d'accès sur réservation (26 juin, 3 juillet, puis tous les jours du 10 juillet au 21 août 2022).

En cas de fermeture des massifs forestiers en raison du risque incendie, toutes les réservations sont annulées. Les visiteurs sont avertis par email la veille de leur visite, autour de 18h. Les réservations annulées ne sont pas reportables.

